

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 4 juin 2018

« Escalader l'Élysée pour une régularisation généralisée ? »

L'exploit du jeune Mamoudou Gassama, qui a escaladé quatre étages d'une façade pour sauver un enfant, a fait le buzz dans le monde entier. Macron l'a reçu, félicité et lui a promis une naturalisation rapide. Il pourra faire un service civique chez les sapeurs pompiers de Paris. On est bien sûr content que ce jeune courageux puisse ainsi sortir de la situation de Sans Papiers. Mais, comme l'a dit un humoriste, on ne peut pas demander à chaque immigré sans papiers d'obtenir un « CAP Fort Boyard » pour sa régularisation. Certains d'entre eux travaillent depuis plus de 10 ans dans la restauration, le bâtiment, le nettoyage... Ils ont été bien plus utiles à la société que tous ces riches que le gouvernement bichonne. Faudra-t-il, comme le disaient des manifestants le 2 juin, « escalader l'Élysée pour une régularisation généralisée » ?

Macron minaude, Collomb crache la haine

En fait, Macron tente d'utiliser Mamoudou Gassama pour se redonner, lui le « président des riches », une image d'humanité, alors même que Gérard Collomb, son ministre de l'Intérieur fait voter au Parlement une loi nommée « Asile et Immigration » qui en est totalement dépourvue : elle double le temps maximal de rétention administrative, généralise la possibilité de placer des enfants dans les centres de rétention, divise par deux le temps pour faire appel d'un refus de droit d'asile, codifie le délit de solidarité pour ceux qui aident les migrants...

Et Collomb, sans être jamais désavoué par Macron, multiplie les provocations verbales pour justifier sa politique répressive. Reprenant un mensonge cher au Front national, il déclare le 3 avril que « certaines régions (...) sont submergées par le flux de demandeurs d'asile », alors que la France est l'un des pays d'Europe qui accueille le moins d'immigrés. Puis, le 30 mai, il accuse les migrants de faire du « benchmarking », c'est-à-dire de choisir leur pays de destination en fonction de la législation de ce pays, et en déduit bien sûr qu'il faut durcir les lois contre les migrants.

Démantèlements policiers, tri scélérat

Le quotidien de bien des migrants, c'est bien souvent la rue ou des camps de fortune faute de lieu d'hébergement. La « solution » du gouvernement, ce sont des évacuations musclées (35 en 3 ans sur Paris). Ainsi, le 30 mai, 550 policiers ont évacué le camp de la porte de la Villette à Paris où se trouvaient un millier de migrants, pour la plupart Soudanais, Somaliens ou Érythréens, donc théoriquement éligibles au droit

d'asile puisque leur pays est en guerre. Et ce lundi, la police a évacué de la même façon les migrants installés le long du canal Saint-Martin et Porte de la Chapelle à Paris. Ils vont être hébergés pendant quelques jours mais surtout vont être triés entre ceux qui peuvent demander l'asile en France (sans pour autant être sûrs d'être logés pendant les longs mois d'examen de leur demande) et les « dublinés », c'est-à-dire ceux qui ont été enregistrés (contre leur gré bien sûr) dans un autre pays européen et ont vocation, selon les accords de Dublin, à être renvoyés vers ce pays. En 2017, 982 migrants ont ainsi été renvoyés vers l'Italie et 869 vers l'Allemagne... pays qui accueillent pourtant bien plus de migrants que la France.

Mais, de Hollande à Wauquiez en passant bien sûr par Macron et Collomb, on nous explique que la France doit choisir entre loger ses SDF et héberger les migrants, entre s'occuper de ses propres pauvres et accueillir les migrants. Ces gens-là découvrent leurs SDF et leurs pauvres pour justifier leur politique raciste : ces SDF et ces pauvres dont ils réduisent les APL, facilitent les licenciements et suppriment des emplois dans les services publics.

Plutôt la solidarité que la peur

Il n'est pas vrai que la France est menacée de « submersion » : il n'y a eu que 121 200 demandes d'asile en 2017 (et moins de 36 000 acceptées), tandis qu'il y avait 14 859 expulsions. Le nombre total de titres de séjour délivrés en 2017 n'a été que de 262 000, une goutte d'eau pour un pays d'environ 67 millions d'habitants. Et les valeurs portées par Mamoudou Gassama surpassent de loin celles d'un Serge Dassault, d'un Gérard Collomb ou d'un Emmanuel Macron.

Patrons gagnant-gagnant, ouvriers perdant-perdant

Sur le site de Vesoul, pour faire semblant de négociateur, la direction de PSA a modifié un peu son projet de casse des 35 heures. Au lieu de travailler 37h45 par semaine payés 36h, elle propose maintenant 37h45... payées 36h05. Elle se moque du monde : elle maintient 450 suppressions de postes en 3 ans et ne propose en compensation que la création de 75 emplois.

Après Vesoul, PSA cherchera à étendre son projet à l'ensemble du groupe. Pas question de laisser la direction et ses copains des syndicats jaunes décider du sort des salariés de Vesoul et de l'ensemble du groupe. Mobilisons-nous pour refuser la fin des 35 heures à Vesoul, à Poissy et ailleurs !

Négociateur le retour à l'esclavage ?

L'accord de la direction prévoit 37h45 par semaine payés 36h05, ça fait 1h40 de travail gratuit par semaine, environ 7 heures par mois, un jour gratuit mensuel. Tout cela en maintenant la possibilité de la semaine de 6 jours et du travail pendant la pause... Il faudrait tous ensemble expliquer aux actionnaires de PSA que l'esclavage c'est fini depuis 170 ans.

Les week-ends, ils sont à nous

La direction annonce pleins de samedis et de dimanches pour les 3 équipes. Son alternance de chômage et de semaines de 6 jours, on n'en a marre, surtout qu'on n'en voit pas les retombées niveau salaire. Les cafouillages dans la gestion de l'usine, c'est le problème de la direction, pas le nôtre, qu'elle nous fiche la paix !

C'est plutôt à nous de nous énerver !

La semaine dernière au B2, on a eu le droit à un briefing de reproche. Le chef a fait un caca nerveux parce que sur 100 caisses il y en avait 70 à retoucher. Si ça ne lui va pas, il n'a qu'à passer ses nerfs sur la direction, l'organisatrice de la nouvelle ligne Habillage Caisse (new HC) et du nouvel équilibrage par exemple.

La direction nous bouffe déjà notre vie, nous fait bosser le samedi, on ne voit plus nos gosses, elle ne peut s'en prendre qu'à elle-même. C'est le foutoir, on ne va pas faire des miracles. Surtout quand on commence à nous manquer de respect.

Tous des cibles potentielles

En Peinture, la direction augmente la pression pour les mutations forcées des opérateurs au Montage, et celui des professionnels vers les chaînes.

Les années d'ancienneté, l'expérience, l'âge avancé, les restrictions médicales, tout ça la direction s'en moque, même les RU sont bazarés. Ceux qui croient encore que la direction ne va pas leur faire un sale coup, se trompent. Si l'on veut conserver son poste, il n'y a pas 36 solutions, il faut que nous nous mobilisions !

Attention à l'atterrissage

Au RAPPY, certains mécaniciens ont aussi été parachutés à toute vitesse de la Maintenance à la Fabrication

avec le statut de PSP (Pilote des Systèmes de Production). Ils s'occupent maintenant d'assurer la conduite des robots des cabines de peinture comme de dépanner.

Un nouveau métier ça s'apprend, il n'y a que les grands chefs pour croire que ça s'improvise.

On n'est pas à brader

Dans tous les bâtiments, la direction veut nous écœurer pour vider l'usine. Elle cherche à faire la peau aux caristes, en voulant les forcer à aller à la chaîne ou en prêt chez des sous-traitants Veolia ou GEFECO. Au Ferrage, pour beaucoup de salariés, c'est le chômage tournant. Aller sur le projet D34 ou en prêt sur d'autres sites 6 mois, ne règle pas la question : « après, mon poste c'est où ? ».

En vérité, il n'y a personne de trop à Poissy. Exigeons le partage du temps de travail sans perte de salaires, avec le maintien des postes.

Bien au-delà du réel

À la Peinture, deux barrières sur les côtés de la ligne Ponçage ont été installées pour empêcher les chutes. Ça fait des années qu'il n'y avait pas de barrière, on pourrait se dire : mieux vaut tard que jamais. Mais là c'est n'importe quoi, les barrières entravent les gestes des ouvriers. Encore un truc à moitié validé par des têtes à moitié pensantes, loin de la réalité.

Usés puis jetés

PSA vient d'annoncer la fermeture pour l'automne prochain du site de pièce de rechange d'Opel à Gonesse dans le Val d'Oise, pour transférer l'activité à 400 km plus loin à PSA Vesoul. Le site d'Opel est bénéficiaire : qu'importe, ce n'est pas assez pour les dirigeants. PSA ne prévoit que des indemnités « honteuses » pour les 76 salariés d'Opel qui ont presque tous entre 20 ou 32 ans d'ancienneté, 51 ans de moyenne d'âge. Le chômage ou le lointain déménagement. Inacceptable !

PSA-Renault : vol en bande organisée

Le site internet *Mediapart* révèle qu'à partir des années 2000, Renault et PSA se sont entendus pour opérer une hausse de 15 % des prix des pièces détachées pour lesquelles ils sont en situation de monopole. Une manœuvre réalisée grâce à un logiciel sophistiqué. PSA et Renault ont ainsi soutiré environ 1,5 milliard d'euros aux automobilistes en 10 ans.

Un rétroviseur de Clio d'un prix de revient de 10 € vendus 165 €. Une protection de roue de Sandero à 3 €, vendue 25 fois plus cher !

Vu que Renault et PSA pèsent 55 % des ventes de voitures en France, ils nous plument à l'usine et nous plument aussi au garage !

Collecte aux drapeaux rouges ce mercredi !

Ce mercredi 6 juin, nos diffuseurs seront aux portes de l'usine pour récolter vos dons. Si ce bulletin te plaît et que tu veux contribuer à sa parution, soutiens-le avec quelques pièces, verse généreusement aux drapeaux rouges !